

Inondations : “Il ne sert à rien de pleurer, alors qu’on sait”

ÉCRIT PAR PIERRE-ÉDOUARD PICORD

23 octobre 2023



Si les services de secours ont répondu présents et se sont montrés efficaces avant, pendant et après le passage du cyclone Tammy le 21 octobre, on ne peut en dire autant des politiques publiques mises en place pour prévenir les risques. Notamment ceux liés aux inondations. Chaque année, inondations et submersion sont des dangers constants pour l’archipel guadeloupéen, en particulier dans le Sud Basse-Terre et la Côte-sous-le-vent.

Les scientifiques du groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat (Giec) mettent en garde depuis des années sur l’augmentation des risques d’inondations et de submersion au niveau mondial en raison du dérèglement climatique. Le dernier rapport du Giec publié le 28 février 2022 indique qu’environ un milliard de personnes pourraient vivre d’ici

2050 dans des zones côtières menacées par la montée des eaux et les épisodes de submersions marines lors des tempêtes. La Guadeloupe compte parmi ces zones.

Canalisations sous-dimensionnées

Pourtant les responsables publics tardent à changer de braquet. L'effondrement du pont communal qui enjambe la rivière de Beaugendre à Vieux-Habitants aurait pu être évité a confié le maire de la ville Jules Otto au *Courrier de Guadeloupe*. *“La vétusté et la dangerosité de cet ouvrage avaient été diagnostiquées après le passage de Fiona l'an dernier. L’État avait promis de contribuer à sa réfection à hauteur de 219 000 euros et puis la contribution de l’État est passée à 100 000 euros. Une autre partie du financement a été inscrite dans le cadre du contrat pays passé entre Vieux-Habitants et le Département. Mais de la signature du contrat à sa mise œuvre, il y a un énorme fossé que constituent les appels d’offres et autres procédures”*. Fin du sujet.

Didier Bernard, l'un des auteurs de l'étude Changement climatique et conséquences sur les Antilles françaises (C3AF) estime *“qu'il ne sert à rien de pleurer sur les conséquences des régimes torrentiels et de s'en étonner, alors que les canalisations sont sous-dimensionnées et qu'on sait désormais avec quelle force les crues peuvent dévaler”*. Le chercheur fait allusion aux dégâts occasionnés par le déferlement d'eau qui s'est produit à l'occasion de Tammy au bord de mer à Trois-Rivières.

Augmentation des pluies

Présentée le 14 octobre 2021, l'étude C3AF menée par l'université des Antilles en partenariat avec Météo France, le Bureau de recherche géologique et minière et l'université de Montpellier se révèle beaucoup plus précise, plus affinée pour ce qui concerne les petits territoires îliens

de la Caraïbe que sont la Guadeloupe et la Martinique. Après quatre ans de recherche, Narcisse Zahibo et Didier Bernard tous deux professeurs de physique à l'université des Antilles à Fouillole en Guadeloupe, Raphaël Cécé, ingénieur au laboratoire de recherche géosciences et énergie, ont présenté leurs travaux sur l'impact du changement climatique sur notre territoire.

Sylvie Gustave dit Duflo, vice-présidente du conseil régional a conclu la présentation à laquelle assistaient des représentants des communautés d'agglomération, des communes de Sainte-Anne, du Gosier. L'étude annonce des ouragans plus violents, l'accélération de l'érosion de nos côtes et indique les zones les plus vulnérables (Pointe-à-Pitre, Sainte-Anne, Saint-François, le sud Basse-Terre, la Côte-sous-le-vent). Les sécheresses séviront à répétition, la hausse des températures sera de près de 2 degrés entre 2030 et 2080, avec une forte accélération dès 2050 des vagues de chaleur. Il faut prévoir aussi une diminution de la pluviométrie de 10 à 15 %. Alors que les pluies cycloniques devraient elles, augmenter de 5 à 15 %.

L'urgence doit commander

L'étude C3AF constitue un outil indispensable à la mise en œuvre de toute politique publique actuelle et à venir d'aménagement du territoire de la Guadeloupe. Elle est publique et peut être consultée. Les chercheurs qui en sont les auteurs disent être à la disposition des pouvoirs publics. D'autant que leurs recherches ont été financées par la Région sur des fonds Feder à hauteur de 2 millions d'euros.

À quoi servirait cet investissement s'il n'est pas mis à profit pour organiser la prévention des risques en Guadeloupe ? Un cadre des collectivités locales, spécialiste de l'aménagement du territoire qui a consulté l'étude C3AF, estime sous couvert de l'anonymat, que les élus devront accélérer la cadence de leurs décisions et changer leur façon de travailler avec leurs

cadres : " *En Guadeloupe l'élaboration et l'exécution de projets tire toujours en longueur. Et les réglementations sont appliqués avec retard. Or, désormais c'est l'urgence qui devra nous commander. Nous ne pouvons plus agir comme si nous avions encore du temps devant nous* ".

Sur le même sujet : Il faut commencer à « tenir compte de la stratégie de retrait du bourg »

Sur le même sujet : Après le cyclone Tammy, les secours ont bien fonctionné